



DÉCOUVRIR LA VALEUR DE NOS POUBELLES UN NOUVEL ENTREPRENEURIAT EST NÉ



Photo: Alain Chagnon

*Un nouvel
entrepreneuriat
collectif,
essentiellement
créateur d'emplois
durables et
préoccupé de
trouver des
solutions originales
et pertinentes
aux problèmes
environnementaux,
émerge avec
force, selon
Nancy Neamtan,
présidente du
Chantier de
l'économie sociale
et du Réseau
d'investissement
social du Québec.*

Vous souvenez-vous de cette immense barge remplie de déchets qui sillonnait l'océan Atlantique, de port en port, cherchant désespérément à larguer sa cargaison? Image pathétique d'une société de consommation qui ne sait que faire de son gaspillage.

On jette une quantité phénoménale de produits qu'on pourrait réutiliser, recycler ou composter. Selon le ministère de l'Environnement du Québec, plus de 2 millions de tonnes de déchets résidentiels (ce qu'on met à la poubelle) sont potentiellement récupérables. Près de 4 millions de tonnes de déchets issus des commerces, des institutions et des industries sont dans la même situation. Des tonnes de produits pourraient être réinsérés dans le cycle de production et remis sur le marché, dont plusieurs seraient revendus à un coût bien inférieur à celui de biens neufs. Sans oublier que de nombreux emplois peuvent être créés dans ce processus de récupération et de recyclage.

Suite aux pressions des milieux environnementalistes, le ministère de l'Environnement a déposé en 1998 un Plan d'action sur la ges-

tion des matières résiduelles qui vise à récupérer et à traiter jusqu'à 65 % de matières récupérables. Le nombre de tonnes de matières remises en valeur d'ici 2007 devrait ainsi augmenter de 50 %.

Selon le Diagnostic du secteur des ressourceries au Québec, produit en décembre 1999 par le Comité sectoriel de main-d'œuvre de l'économie sociale et de l'action communautaire et le Front commun québécois pour une gestion écologique des déchets, le développement des entreprises québécoises du secteur des matières résiduelles est cependant freiné par la désuétude de la réglementation et le faible coût de l'enfouissement au Québec. Seulement 10 % des résidus organiques biodégradables sont compostés et environ le tiers des matériaux secs sont récupérés. Même si une multitude de petites entreprises sont actives dans la gestion des déchets, ce sont les multinationales américaines et européennes, telles que Intersan (USA Waste), Browning Ferris International, Matrec (Belgique) et TIRU (France) qui dominent le marché de la manutention des résidus au Québec.

Une nouvelle impulsion pour l'économie sociale

Depuis trois ans, le Chantier de l'économie sociale et le Réseau des ressourceries du Québec ont mis de l'avant le projet de développer partout au Québec des entreprises de nature collective (OBNL ou coop) qui s'occuperaient localement de la mise en valeur de nos déchets et qui créeraient des emplois durables.

Le 1^{er} décembre dernier, après trois ans de négociations avec le Chantier, le Réseau des ressourceries et l'Association des Centres locaux de développement, le ministre québécois de l'Environnement, Paul Bégin, annonçait le lancement du programme d'aide aux entreprises d'économie sociale qui vise à soutenir la création ou le développement d'emplois durables axés sur la remise en état, le recyclage ou la revente de matières ou produits rebutés tels les électroménagers, les textiles, les meubles, les résidus de construction ou les résidus domestiques dangereux. Au cours des prochaines années, 17 millions \$ de fonds publics seront ainsi investis pour soutenir le démarrage ou le développement de 90 projets collectifs. Preuve que plusieurs entrepreneurs sociaux étaient prêts à relever ces défis environnementaux, les projets d'une vingtaine d'entreprises d'économie sociale ont déjà été acceptés.

UNE EXPERTISE UNIQUE



Photo: Guillermo Jareta

Michel Séguin, président du Réseau des ressourceries du Québec

La gestion des déchets représente un enjeu environnemental et social d'envergure. Selon les dernières estimations, l'humanité génère 12 milliards de tonnes d'ordures annuellement (Le Soleil, 8 avril 2000). Pourquoi de telles quantités de déchets? Certains spécialistes expliquent le phénomène en évoquant la séparation de plus en plus grande entre la production et la consommation. Dans la vie de tous les jours, cela se traduit par une pensée magique où les aliments viennent des épiceries et les déchets disparaissent dans des camions.

La séparation de la production et de la consommation entraîne une autre conséquence: celle de la déresponsabilisation. Qui doit payer pour les déchets? Actuellement, ce sont les contribuables qui assument l'essentiel du coût économique et les citoyens et les citoyennes qui assument l'essentiel des coûts environnementaux et sociaux. Comment rendre plus responsables les producteurs de déchets et les décideurs responsables de la gestion des déchets? Les groupes environnementaux ont depuis longtemps mis de l'avant la nécessité de transformer les déchets en ressources. C'est-à-dire d'abord de réduire, à la source, la masse de déchets pour ensuite réutiliser, recycler et composter le reste. Une telle approche implique de nouvelles infrastructures capables de s'occuper tant de l'éducation à la réduction et à la collecte que de la mise en valeur et de la mise en marché des matières récupérables. Lorsqu'une telle infrastructure émerge d'un groupe enraciné dans son milieu ou d'un consortium de tels groupes, il s'agit de la mise en œuvre d'une «ressourcerie». Les ressourceries proposent de responsabiliser à la fois les producteurs et les consommateurs au sein des communautés afin qu'ils puissent trouver les solutions adaptées à leur milieu et donc transformer les déchets en ressources. L'expertise québécoise dans ce domaine n'a pas d'égal ailleurs.

UNE DIVERSITÉ DE PORTRAITS

Il n'y a pas de modèle unique caractérisant les entreprises d'économie sociale en environnement. Leurs histoires sont différentes mais toutes sont marquées par la primauté qu'elles accordent aux valeurs sociales et environnementales. Elles sont en affaires et génèrent une activité économique considérable même si leur but n'est pas de faire des profits. Elles sont en affaires pour apporter des solutions écologiques pertinentes à nos problèmes environnementaux. Elles créent des emplois durables. Elles sont adaptées aux réalités de leur milieu, gérées démocratiquement et ambitionnent de jouer un rôle majeur dans la gestion de nos déchets. En voici quelques exemples:

Recyclo-Centre Une passion pour la justice sociale

Créée en 1998 par l'Atelier du chômeur de Sorel, Recyclo-Centre est un modèle de ressourcerie qui effectue la cueillette, le recyclage et la revente de vêtements, meubles et électroménagers. On y traite près de 1 000 tonnes de ces matières par année, ce qui en fait un joueur significatif dans le monde de la récupération. Issue d'une entreprise d'insertion, l'équipe du Recyclo-Centre fait aujourd'hui le saut vers l'emploi durable. Jacinthe Sirois dirige Recyclo-Centre avec une passion avouée pour la justice sociale. Selon elle, il est important de conserver la propriété collective de nos matières résiduelles afin de redistribuer des biens, qu'on remet en bon état et qu'on peut ensuite revendre à très bas prix aux gens à faibles revenus.

Tout le secteur de l'environnement est vu comme une avenue très prometteuse dans la région de Sorel autrefois prospère et fortement industrialisée mais qui subit aujourd'hui les durs coups de la mondialisation. Les promoteurs de l'économie sociale sont très actifs dans les projets de développement économique de leur région.

Plate-forme CPT À la conquête des marchés

Située à Québec, Coup de pouce travail a été créée en 1982 comme entreprise d'insertion sociale et professionnelle pour des jeunes éprouvant des difficultés. Saisissant une opportunité de développement de nouveaux produits sur le marché du caoutchouc, l'entreprise opère un virage entrepreneurial. Tout en maintenant la mission de l'entreprise d'insertion Coup de pouce travail, l'organisme incorpore en 1995 une filiale, Plate-forme CPT qui recycle le caoutchouc provenant de pneus usés qui ont été transformés en granules par Scop-Cat, une coopérative de travail née des cendres de l'entreprise Uniroyal. Des produits exclusifs (revêtements de sol, sous-planchers, etc.), conçus par l'équipe de Plate-forme CPT, sont actuellement commercialisés. 50% de cette production est vendue aux États-Unis. Une nouvelle activité de production sera bientôt mise en route pour produire des tapis d'entrée. Cette activité sera réalisée exclusivement en emplois durables, créant 12 emplois permanents et générant un chiffre d'affaires de 1,5 million \$.

Plate-forme CPT illustre bien la pertinence d'investir pour se développer. Ses dirigeants n'ont pas hésité à aller chercher des financements diversifiés: son principal soutien et créancier demeure la Caisse d'économie Desjardins des travailleurs-ses (Québec) qui fournit, entre autres, la marge de crédit locale et la marge de crédit à l'exportation. Plateforme CPT bénéficie également de garanties de prêts du RISQ, de Fondation et d'Investissement Québec «qui sont des actes de foi dans le succès de notre entreprise», souligne le directeur de l'entreprise, Sylvain Bédard.

En vert et différences L'environnement sous toutes ses coutures

La Ressourcerie du Lac St-Charles qui crée des costumes à partir des vêtements récupérés écoulera dorénavant une partie de sa production dans une nouvelle entreprise d'économie sociale, **En vert et différences**, un établissement commercial de Québec qui offrira une gamme de produits recyclés provenant de différentes entreprises d'économie sociale. Il s'agit d'un projet original de consortium d'une dizaine d'entreprises d'économie sociale en environnement qui désirent ainsi offrir à la clientèle d'En vert et différences la possibilité d'effectuer, dans un seul magasin, des achats d'une foule de produits recyclés ou récupérés.



Les défis du financement multiple DES MISSIONS DIVERSES

Les **ressourceries** ont comme mission première le développement durable qui s'incarne dans des entreprises qui allient gestion des matières résiduelles, création d'emplois, sensibilisation du public et revente de biens récupérés ou recyclés aux populations à faibles revenus. Les ressourceries profitent du Programme d'aide aux entreprises d'économie sociale du ministère de l'Environnement pour assurer leur démarrage ou leur consolidation. Ce programme contribue au financement d'immobilisations et du fonds de roulement. Les ressourceries sont confrontées aux enjeux financiers d'une croissance rapide, reliée au virage entrepreneurial qu'elles opèrent. Elles passent ainsi d'une culture d'entreprise d'insertion à une culture d'entreprise en emploi durable.

Les **centres de travail adaptés** ont comme mission première d'offrir des emplois permanents aux personnes handicapées. Plusieurs CTA oeuvrent dans le secteur de l'environnement car les types d'emplois manuels qu'on y retrouve leur permettent d'atteindre leur mission. L'Office des personnes handicapées du Québec accorde des subventions qui couvrent une partie des salaires pour pallier au niveau plus bas de productivité de ces travailleurs-ses, dû à leur handicap. La mission sociale des CTA est animée par un moteur économique. Solidement implantée, l'activité manufacturière des CTA est considérable. Leur défi réside dans la capacité de préserver leur mission d'adaptation de la main-d'œuvre sur le marché du travail sans en faire de la main-d'œuvre à bon marché.

Les **coopératives** ont comme but premier la création d'emplois et la propriété collective de l'entreprise par ceux et celles qui y travaillent ou en font usage. Le financement des entreprises coopératives est soutenu par un régime spécifique de soutien à la capitalisation ainsi que par l'accès à des fonds de capital de risque ou via des emprunts bancaires traditionnels.

Les **entreprises d'insertion** visent l'insertion sociale et professionnelle d'individus qui ont des difficultés importantes à intégrer le marché du travail. Les participants-es à ces programmes d'insertion acquièrent des connaissances génériques et professionnelles et contribuent à la production de biens et services qui sont vendus sur le marché. Les entreprises d'insertion se veulent un lieu d'intégration sociale, une passerelle vers l'emploi, tout en générant une activité économique. Ces entreprises font donc face au défi permanent de préserver leur mission première d'insertion sans entraver leur aspect entrepreneurial. Emploi-Québec est généralement le principal bailleur de fonds de ces organismes.

Les **CFER** sont des écoles de formation qui permettent à des jeunes en difficulté d'acquérir des habiletés dans un cadre pratique d'apprentissage. Le financement des CFER provient principalement des commissions scolaires.

Recyc-Québec et le RISQ contribuent également au financement de divers aspects de ces entreprises, notamment pour la recherche et le développement, les fonds de roulement et la capitalisation.



UN ENJEU :

FORMER LA MAIN-D'ŒUVRE

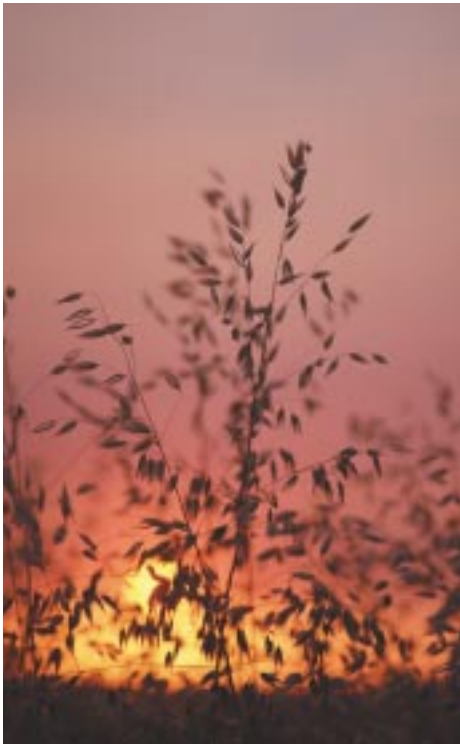
La récupération et le recyclage sont créateurs d'emplois. Selon les données disponibles, la déviation de 2 000 tonnes de matières résiduelles vers la réutilisation élimine un emploi dans le secteur de la collecte traditionnelle des déchets mais en crée dix en collecte sélective.

La nouvelle dynamique entourant les ressourceries (lancement de 90 projets et création de 1 350 nouveaux emplois d'ici cinq ans) nécessite la mise en place d'une formation qualifiante, transférable et reconnue, visant à hausser les compétences de la main-d'œuvre actuelle et future et à mettre en place les mécanismes précis de reconnaissance de cette formation qui conduiraient éventuellement à l'obtention d'un certificat d'État. Le Comité sectoriel de main-d'œuvre de l'économie sociale et de l'action communautaire, en lien avec le Réseau des ressourceries,

est présentement engagé dans la réalisation d'un projet visant l'élaboration d'une stratégie de développement des compétences de la main-d'œuvre à partir de formations existantes dans les ressourceries, notamment au groupe GARDE de Trois-Rivières. Les employés de cette entreprise d'économie sociale spécialisée dans la gestion des résidus domestiques dangereux (peinture, huiles usées, solvants) profitent ainsi d'ateliers alliant théorie et pratique: exposé sur le développement durable, visite de site d'enfouissement, formation donnée par un chimiste afin de s'approprier les concepts mathématiques fondamentaux liés au traitement des matières, etc. Ces formations constituent de précieux atouts pour ces travailleurs dont la majorité sont faiblement scolarisés.



L'AVENIR DE L'ÉCONOMIE SOCIALE EN ENVIRONNEMENT



S'occuper de déchets est le début d'une nouvelle approche où l'économie sociale en environnement deviendra progressivement incontournable. Les façons dont les communautés s'organisent pour répondre à leurs besoins de base tout en protégeant l'environnement ne peuvent que se multiplier: agriculture biologique locale/régionale; groupes de réflexion et groupes d'achats axés sur le respect de l'environnement et le développement local/régional; participation des consommateurs au design de production en harmonie avec l'environnement;

nouveaux processus décisionnels basés sur la démocratie participative des communautés qui ont un mot à dire sur le type de développement dans leur région; solidarité internationale afin d'échanger avec d'autres communautés et de favoriser le commerce équitable; réduction de l'exploitation, de la surconsommation et de la surproduction. Le développement économique ne cesse pas avec l'économie sociale. Au contraire, l'économie sociale lui permet de croître encore plus mais sous les impératifs du respect de la qualité de vie et de l'environnement tout en répondant aux besoins réels d'une communauté. Voilà la promesse de l'économie sociale en environnement.

Ce cahier d'information de quatre pages traitant du développement de l'économie sociale au Québec est édité conjointement sous l'entière et seule responsabilité des organisations suivantes:



Le Chantier de l'économie sociale est une organisation autonome et permanente visant la promotion et le développement de l'économie sociale.

Le Chantier est une corporation à but non lucratif regroupant les grands mouvements sociaux, les acteurs du développement local et les promoteurs d'entreprises d'économie sociale.



Le Réseau d'investissement social du Québec (RISQ) est

un fonds de capital de risque à but non lucratif qui a pour mission de rendre accessible un financement adapté à la réalité des entreprises d'économie sociale. Il vise à soutenir l'essor des entreprises collectives par l'injection de capital de connivence servant de levier financier pour la réalisation de leurs projets.

Les bureaux de ces trois organisations sont situés au Complexe Desjardins à Montréal. On peut les contacter aux numéros de téléphone suivants:

Chantier: (514) 281-2320
CSMO: (514) 281-7359
RISQ: (514) 281-2355

Ligne sans frais commune pour les trois organismes: 1-888-251-3255

Ce cahier d'information est publié six fois par année et inséré à 100 000 exemplaires dans chaque édition du magazine *Recto Verso*. Les coûts d'achat de cet espace sont assumés par ces trois organisations et leurs commanditaires.



La Fédération des caisses d'économie Desjardins du Québec en association avec la Caisse d'économie des travailleuses et travailleurs (Québec)

Production de ce cahier: Gaétan Beaudet, Lise Boisvert, Charles Guindon, Jacinthe McCabe, Jean Robitaille, Michel Séguin et Élise Tessier.
Graphisme: Alain Gendron.



Le Comité sectoriel de main-d'œuvre de l'économie sociale et de l'action communautaire (CSMO-ÉSAC), organisme à but non lucratif, vise à élaborer et à mettre en œuvre des stratégies de développement et de formation à l'intention de la main-d'œuvre et des entreprises et organismes du secteur, en favorisant et en consolidant la concertation et le partenariat sur une base sectorielle. Le CSMO est financé par Emploi-Québec.